

M. le PRESIDENT: Je ne crois pas que ce soit là une question de privilège. Cela me semble une opinion personnelle. L'honorable député sait qu'une question de privilège doit concerner la dignité personnelle d'un honorable député. Si l'honorable député tient à répondre à l'honorable représentant de Shefford, il pourra le faire au cours de l'étude d'un autre crédit.

M. POULIOT: En ce cas, je ne m'occuperai plus de l'honorable député de Shefford; je ferai l'éloge du ministre des Travaux publics. Il y avait un sale voleur...

M. le PRESIDENT: A l'ordre!

M. POULIOT: ...de contremaître dans le comté de Témiscouata. Il truquait les bordereaux de paye et volait l'Etat. J'étais le chien de garde de la trésorerie; j'ai averti le ministre des Travaux publics qui a fait son devoir de ministre et a forcé l'homme à rendre gorge. Cet employé faisait des promenades de plaisir aux dépens du Gouvernement; le dimanche, il faisait des voyages de plusieurs milles avec sa famille. Le ministre des Travaux publics y a mis le holà et je l'en félicite. Ce n'est pas tout...

M. le PRESIDENT: A l'ordre! L'honorable député doit s'en tenir au crédit discuté; il connaît le règlement.

M. POULIOT: Je parle des travaux publics dans la province de Québec.

M. le PRESIDENT: Il faut que les remarques de mon honorable portent sur le crédit en délibération.

M. POULIOT: Je ne blâme pas le ministre, je blâme les entrepreneurs d'avoir posé du bois inférieur dans ce quai. A ma demande, le ministre a contraint les entrepreneurs à remplacer le bois par de la pierre.

M. le PRESIDENT: L'honorable député est obligé de commenter le crédit discuté.

M. POULIOT: Je regrette de ne pas féliciter le ministre autant que je le voudrais, cela démontre ma largeur d'esprit.

M. le PRESIDENT: L'honorable député est obligé d'observer le règlement.

M. POULIOT: Je veux me montrer gentil et je ne le puis.

L'hon. M. MOTHERWELL: S'il y a des faits à exposer, pourquoi n'est-il pas permis à l'honorable député de le faire?

M. le PRESIDENT: Ils ne se rapportent pas au crédit.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je ne vois pas pourquoi on fermerait la bouche à un dé-
[M. Pouliot.]

puté simplement parce qu'il dit des vérités déplaisantes.

M. POULIOT: Monsieur le président, à propos d'une question de règlement, le crédit de \$400,000 s'applique à toute la province de Québec et j'ai le droit de parler de Cacouna ou de tout autre endroit de la province.

M. le PRESIDENT: Dans la mesure où il s'agit des ports et des rivières, mais non des bureaux de poste.

M. POULIOT: Je ne parle pas des bureaux de poste, je parle d'un quai, q-u-a-i et le pluriel fait q-u-a-i-s. Vous savez, monsieur le président, que j'observe toujours le Règlement, surtout quand vous présidez. Je ne voudrais pas enfreindre le moindre article du Règlement.

M. le PRESIDENT: Sans doute, mais l'honorable député a parlé de question de privilège, quand aucune question de ce genre ne se pose.

M. CASGRAIN: Restez sur le quai.

L'hon. M. MOTHERWELL: Ne quittez pas le dock.

M. POULIOT: Je remercie l'honorable député de Melville (M. Motherwell) d'avoir frappé si juste. La somme de \$400,000 s'applique à la province de Québec tout entière, non seulement au littoral mais aussi à la mer elle-même. Je veux m'assurer que les choses se fassent convenablement dans mon comté. Je ne m'intéresse pas à ce qui se passe ailleurs, sauf si l'on me provoque. J'ai à rendre compte de ma conduite, j'ai les intérêts du peuple à défendre, surtout des gens de mon comté. Il convient que les honorables représentants de Shefford et de Compton soient renseignés sur ce point. On avait besoin de ciment pour le quai des Trois-Pistoles et, avant les élections de 1930, j'ai demandé au département de donner instruction d'acheter le ciment aux deux magasins à Trois-Pistoles. Le ciment a été acheté au prix régulier, mais, après le changement de Gouvernement, le département a fait venir d'autre ciment de la Rivière-du-Loup. Il coûtait trois fois plus cher que le ciment acheté à Trois-Pistoles et le ministère devait payer les frais de transport de la Rivière-du-Loup. Pour protéger l'échiquier national, j'ai protesté contre ce marché. Mon intervention a fait baisser le chiffre de la facture et le marchand a reçu ordre, je crois, de faire le ciment à 5c de moins que le prix fixé et aussi de payer les frais de transport. Il a dû aussi payer une commission aux marchands à Trois-Pistoles.